

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ville éducative et réussite
scolaire**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NÔSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION.

Absents / Excusés :

Sébastien COTE, Flora LABOURIER, François VASQUEZ

**Accueils de Loisirs associatifs - Convention pluriannuelle 2024-2026 d'objectifs
entre la Ville de Montpellier et l'association Vacances Evasion - Approbation -
Autorisation de signature**

Madame Véronique BRUNET, Première Adjointe, rapporte :

Par délibération n° V2022-417 du 16 décembre 2022, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a approuvé la Convention Territoriale Globale (CTG) 2022-2026, instituée par la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault (CAF). Cette convention succède au Contrat Enfance Jeunesse (CEJ), contrat d'objectifs et de cofinancement signé tous les 4 ans entre la Ville et la CAF. Cette nouvelle CTG vise à développer un partenariat global entre la Ville de Montpellier, la CAF et les associations gestionnaires d'Accueils de Loisirs (ALSH) autour du projet de territoire porté par la Ville, tel que décliné dans son Projet Educatif de Territoire (PEdT), dans le but de pérenniser et d'optimiser l'offre de loisirs existante par une mobilisation des cofinancements jusqu'à son terme, soit le 31 décembre 2026.

Les associations gestionnaires d'Accueils de Loisirs participent au service public depuis de nombreuses années. Elles répondent aux besoins des familles pendant les temps périscolaires et extrascolaires et contribuent à la mise en œuvre de la politique municipale sur la base de leurs projets pédagogiques en cohérence avec les orientations éducatives du Plan Mercredi. L'Association VACANCES EVASION intervient à ce titre au sein des ALSH : DE GAULLE – JAURES, MOZART – MORISOT, FLORIAN – SIMON, GOETHE – LANGEVIN, FERRY - TERESA.

Dans ces conditions et par souci d'efficacité, il est pertinent de renforcer les engagements réciproques avec les associations intervenantes à travers une convention pluriannuelle d'objectifs, pour une durée de 2 années jusqu'au terme de la CTG comme précisé supra. Le renouvellement de la participation de la Ville, tel que fixé dans le cadre de la CTG, et approuvé par délibérations n°V2023-046 du 08 février 2023 et V2023-253 du 18 juillet 2023 sera proposé chaque année au Conseil municipal lors du vote du budget primitif (BP).

Ainsi au BP 2024, il a été proposé la participation de 1.85 € par enfant et par jour pour les accueils de loisirs accueillant les enfants en âge d'être scolarisés en maternelle et de 1.09 € par enfant et par jour pour les accueils de loisirs accueillant les enfants en âge d'être scolarisés en élémentaire. Deux autres participations sont également en vigueur concernant les accueils spécifiques (4.80€ par jour) et les mini camps (2.61€ par jour).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention pluriannuelle d'objectifs entre la Ville de Montpellier et l'association VACANCES EVASION ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 18 octobre
2024**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention financement ALSH - CPO - maj sept24

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur
034-213401722-20241015-279973-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Financement des Accueils de Loisirs associatifs
Convention Pluriannuelle d'Objectifs
2024/2026
Ville / Association

ENTRE LES SOUSSIGNES

LA COMMUNE DE MONTPELLIER

Domiciliée à l'Hotel de Ville, 1 place Georges FRECHE 34 267 MONTPELLIER Cedex

Représentée par son maire en exercice dûment habilité par la délibération n° en date du(

D'UNE PART

ET

L'association...

Domiciliée....

Représentée par son président en exercice dûment habilité par....

D'AUTRE PART

PREAMBULE

La Convention Territoriale Globale (CTG) instituée par la Caisse d'Allocation Familiale de l'Hérault

(CAF) qui succède au Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) constitue le nouveau cadre juridique de ce partenariat que la Ville de Montpellier a décidé de poursuivre en

maintenant son soutien financier aux associations. Elle a été approuvée par délibération n°V2022-417 du 16/12/22.

Cette nouvelle CTG vise à développer un partenariat global Ville/CAF/Associations gestionnaires d'accueils de loisirs autour du projet de territoire porté par la Ville, notamment dans le domaine de l'Enfance, dans le but de pérenniser et d'optimiser l'offre de loisirs existante par une mobilisation des cofinancements jusqu'à son terme, le 31 décembre 2026

L'objectif est de faciliter l'accès aux loisirs pour tous dans une logique de cohérence et de continuité éducative entre les temps de l'enfant. (cf. Projet Educatif de Territoire).

Les Accueils de Loisirs associatifs exercent une activité d'accueil conformément aux normes et réglementations en vigueur relatives aux Accueils Collectifs de Mineurs tels que définis par le SDJES.

Les Associations gestionnaires d'Accueils de Loisirs participent au service public en ce qu'elles répondent aux besoins des familles pendant les temps périscolaires et extra-scolaires et contribuent à la mise en œuvre de la politique municipale sur la base de leurs projets pédagogiques et en cohérence avec les orientations éducatives du Plan Mercredi.

I - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'Association peut bénéficier d'un financement de la Ville de Montpellier pour son activité d'accueil de loisirs maternel ou élémentaire dans le cadre de la CTG 2022-2026 conclue entre la Ville de Montpellier et la CAF de l'Hérault.

II - DESCRIPTION DE L'ACCUEIL

Lieu de l'accueil :

- Les locaux appartiennent à :
 - ☐ La Ville de Montpellier
 - ☐ Autres :

- Ils sont gérés par :
 - ☐ La Ville de Montpellier
 - ☐ Autres :

Si l'Association utilise des locaux appartenant à la Ville, une convention d'occupation doit être signée et renouvelée chaque année scolaire (voir annexe 1)

En cas d'extension de la capacité d'accueil, après accord des autorités de tutelle (SDJES, Protection Maternelle et Infantile) et de la Caisse d'Allocations

Familiales, la convention pourra être étendue par délibération du Conseil Municipal sur demande écrite de l'Association.

III - ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION :

L'Association doit être habilitée à gérer ce service sur la base de son projet pédagogique qu'elle s'engage à mettre en œuvre sous sa responsabilité, en conformité avec l'avis technique et/ou l'agrément délivré par les autorités de tutelle (la PMI, Protection Maternelle et Infantile et/ou le SDJES, Service Départemental à la Jeunesse, à l'Engagement et aux Sports).

□ L'Association s'engage à :

- Appliquer strictement les normes et les réglementations en vigueur relatives aux Accueils Collectifs de Mineurs notamment, pour la qualification exigée pour le personnel d'encadrement ainsi que pour les animateurs, qu'ils soient salariés ou bénévoles.
- Respecter le statut défini par la loi de 1901.
- Solliciter l'habilitation de chaque séjour auprès du SDJES
- Organiser l'accueil dans les conditions prévues à l'article II de la présente convention.

□ L'Association prend en charge :

- L'inscription des enfants.
- Le recrutement et l'ensemble des dépenses (rémunération et charges) inhérentes au personnel nécessaire en fonction du nombre d'enfants accueillis et du projet pédagogique.
- La gestion administrative et financière du personnel et des locaux, excepté lorsque ceux-ci sont Municipaux.
- L'assurance responsabilité civile et individuelle des enfants, du personnel, des activités.
- L'assurance couvrant l'incendie, les dégâts des eaux, et d'une manière générale les risques locatifs. Toutefois, si l'Association occupe des locaux appartenant à la Ville, celle-ci pourra accorder à l'Association le bénéfice de la renonciation à recours pour les dommages éventuels au bâtiment. L'Association renonçant au recours contre la Ville pour les dommages éventuels pouvant affecter ses biens propres.
- L'entretien ainsi que les charges d'eaux, d'électricité et de chauffage, sauf pour les locaux Municipaux.
- Les impôts.

□ L'Association produit un dossier complet comportant :

- Les statuts de l'Association.
- La déclaration au Journal Officiel.
- Les noms et coordonnées des membres du bureau.
- Les avis et agréments des autorités de tutelle respectives (PMI ou SDJES).
- La photocopie du diplôme du Directeur du Centre.
- La liste des animateurs encadrant les enfants.

- Les budgets prévisionnels année N, N+1 et N+2.
- Le rapport d'activité et le projet pédagogique du ou des Centre(s).
- Le document officiel justifiant de l'occupation des locaux où fonctionne le Centre lorsqu'il ne s'agit pas de locaux municipaux (bail, convention, acte de propriété, etc...).
- La grille de tarification définissant la participation financière des familles et tenant compte des revenus des familles.
- Le montant du bonus CTG versé directement par la CAF.

Ce dossier est renouvelable chaque année.

☐ L'Association fournit en début d'année civile au Pôle de l'Education :

- Le compte d'exploitation de l'Association.
- Le compte de résultat de l'accueil de loisirs.
- Un compte rendu administratif et financier de ses activités afin de lui permettre de vérifier la bonne utilisation des financements ou subventions accordés.
- Les copies des agréments et des avis délivrés par les organismes de tutelles respectifs seront à joindre.

☐ Communication :

- Tout document, en relation avec l'activité de l'A.L.S.H. édité par l'Association portera le logo de la Ville de Montpellier en complément de son propre logo.

IV - ENGAGEMENTS DE LA VILLE

Afin d'accompagner la mission de service public d'accueil de loisirs, la Ville attribue à l'Association, une participation municipale pour l'accueil des enfants montpelliérains.

Dans le cadre de la délibération n° V2022-417 du Conseil Municipal du 16/12/2022 approuvant la CTG 2022/2026 et de la délibération n° V2023-046 du 08/02/23, la participation de la Ville est fixée aux montants suivants :

☐ Modalités de participation municipale liées à la présence des enfants :

- **1.85** euros par enfant et par jour pour les accueils de loisirs accueillant les enfants en âge d'être scolarisés en maternelle.
- **1.09** euros par enfant et par jour pour les accueils de loisirs accueillant les enfants en âge d'être scolarisés en élémentaire.

☐ Modalités de participation municipale pour les accueils spécifiques :

- La participation est fixée à **4.80** euros maximum par jour et par enfant pour les accueils de loisirs accueillant les enfants dans le cadre d'un projet spécifique qui doit faire état de sujétions particulières, qu'elles soient liées au quartier ou à des

conditions d'accueil d'enfants nécessitant une attention particulière. Il doit être détaillé par l'Association et accepté par la ville.

Dans le cadre de la délibération du Conseil Municipal n° V2023-253 du 18/07/23, la participation pour les journées à l'extérieur -mini camps- (camps sous toile pour la période estivale) est fixée comme suit :

- **2.61** euros pour les journées à l'extérieur à raison de 20 jours par an et par enfant maximum.

Dans tous les cas, la participation est versée au vu d'un état de fréquentation mensuel, fourni par l'Association et envoyé au Pôle de l'Education, dans les délais qui lui sont fixés.

V - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue au titre de l'année 2024 et pour une durée totale de trois années.

Elle pourra être renouvelée par décision expresse.

VI - CLAUSES DE RESILIATION

Les parties cocontractantes pourront dénoncer la présente convention avec un préavis de 3 mois pour l'Association, 3 mois pour la Ville, par lettre recommandée avec accusé de réception.

La Ville de Montpellier se réserve le droit de suspendre la prestation de service et de mettre fin à la convention, sans préavis, dans les cas suivants :

- Dissolution de l'Association ou fermeture du centre,
- Manquement grave aux obligations définies par la présente convention,
- Toutes circonstances où la sécurité matérielle ou morale des enfants serait compromise.

VI - RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Montpellier.

Fait en trois exemplaires

A Montpellier, le.....

Pour le (a) président (e) de
l'association

Monsieur le Maire

ANNEXE 1 :

	Centre n°1		Centre n°2		Centre n°3		Centre n°4		Centre n°5	
Nom du centre										
Adresse du centre										
	Maternelle	Elementaire	Maternelle	Elementaire	Maternelle	Elementaire	Maternelle	Elementaire	Maternelle	Elementaire
Capacité d'accueil du centre *										
Horaires d'ouverture										
Horaires de fermeture										
Périodes d'ouverture										
Mercredi										
Vacances ¹										
Juillet										
Août										

¹ En faire mention en cas de fermeture pendant les vacances de Noël